

# Israël poursuit le génocide à Gaza, Biden et Macron l'arment

Le 7 février, le gouvernement israélien a refusé un cessez-le-feu et annoncé une offensive militaire à Rafah, au sud de la bande de Gaza, où il avait poussé la population palestinienne à s'entasser au début de son opération terroriste à grande échelle qui dure depuis 4 mois. 1,3 million de personnes s'y sont réfugiées, bloquées par Israël et l'Égypte.

*En plus des morts et des destructions causées par les opérations militaires, la famine et la maladie s'abattent sur les Palestiniens de Gaza. Nos opérations humanitaires continuent de se heurter à des refus d'accès, à des retards, à des obstacles et à de multiples dangers, notamment des tirs réels... De la nourriture et de l'eau sont nécessaires à une population désespérée. Les hôpitaux ont besoin de médicaments et de carburant. Et d'autres fournitures vitales. Nous sommes particulièrement préoccupés par les informations selon lesquelles l'armée israélienne aurait l'intention de se concentrer sur Rafah. Ils n'ont nulle part où aller. Une telle action aggraverait de façon exponentielle ce qui est déjà un cauchemar humanitaire aux conséquences régionales incalculables.* (António Guterres, secrétaire général de l'ONU, 8 février)

Auparavant, le gouvernement israélien a préparé le terrain par une offensive visant à discréditer l'Office de l'ONU pour les réfugiés de Palestine (UNRWA en acronyme anglais) créée en 1949 pour fournir assistance et protection aux réfugiés palestiniens à Gaza, en Cisjordanie, au Liban, en Jordanie, en Syrie.

*Dix pour cent des employés de l'UNRWA dans la bande de Gaza sont des agents du Hamas ou du Jihad islamique... environ 50 % sont parents au premier degré de ces membres.* (Eylon Levy, porte-parole du gouvernement israélien, 30 janvier)

L'agence emploie 13 000 personnes dans la bande de Gaza, dont 150 ont été tués en quatre mois par l'armée israélienne. Israël réclame son expulsion de Gaza. 16 États ont aussitôt arrêté leur contribution à l'UNRWA. Parmi eux, plusieurs puissances impérialistes, au même moment, continuent à financer Israël et à l'armer : États-Unis, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, France...

Sans cette aide, Israël ne pourrait pas mener son génocide à Gaza : 4 mois de bombardements de la population civile ; destruction systématique des cimetières, des logements, des centrales électriques, des hôpitaux et écoles ; 3 400 emprisonnés, 70 000 blessés souvent amputés faute de moyens, 27 000 tués.

En même temps, le gouvernement français a organisé une cérémonie officielle aux Invalides pour honorer les 43 vic-

times de nationalité française de l'opération menée par le Hamas le 7 octobre (dont certaines vraisemblablement tuées par la riposte de l'armée israélienne).

*La barbarie qui brûle et qui brise, qui abuse et qui tue... Ceux qui tuent par haine verront s'élever contre eux notre pays qui, ce 7 octobre, a été touché dans sa chair... Et dans ces moments de deuil, dans les épreuves du temps, rien jamais ne doit nous diviser. La France restera unie.* (Emmanuel Macron, 7 février)

février)

D'où vient la barbarie du 7 octobre 2023, sinon de la colonisation commencée en 1897 ? La barbarie qui a débuté dès le lendemain à Gaza n'est-elle pas plus longue, plus grave ? Celui qui arme le bras de Nétanyahou n'est-il pas complice de cette barbarie ?

Comment expliquer que le PCF, le PS et LFI ont cautionné le 7 février l'« unité nationale » avec EELV, MoDem, Renaissance, LR et RN (un parti fondé par des antisémites) ? La France capitaliste n'a jamais été unie et ne sera jamais unie. La bourgeoisie y exploite des travailleurs qui viennent de tous les pays et en exploite partout dans le monde. Macron

lui-même a réprimé violemment la révolte plébéienne des gilets jaunes et a imposé à la classe ouvrière de travailler jusqu'à 64 ans au moins.

Pour cette raison, il faut que les organisations issues historiquement de la classe ouvrière, les partis qui se disent socialiste ou communiste, les syndicats de travailleurs salariés, rompent avec leur bourgeoisie alliée de la bourgeoisie israélienne, forment un front unique ouvrier en défense du peuple opprimé, les Palestiniens.

Aucune offensive à Rafah ! Cessez le feu immédiat ! Retrait des troupes de la bande de Gaza et de Cisjordanie ! Levée du blocus par Israël et l'Égypte de Gaza ! Libération de tous les combattants de la cause palestinienne (dont Georges Abdallah détenu en France) ! Droit au retour des réfugiés !

Rétablissement du financement de l'UNWRA ! Embargo sur la livraison de carburant et d'armes à Israël ! Retrait des flottes impérialistes envoyées au Proche-Orient ! Fermeture de toutes les bases militaires impérialistes de la région ! Ouverture des frontières aux réfugiés palestiniens !

Pour une seule Palestine démocratique, multiethnique, bilingue et laïque ! Pour un gouvernement ouvrier et paysan en Palestine ! Pour une fédération socialiste du Proche-Orient !

9 février 2024

